



## LE GENERAL ROTEN

### I

**L**A grande mobilisation de 1914 a évoqué aux souvenirs des populations de la Suisse les épisodes grands ou petits des mobilisations antérieures. Beaucoup de pères ou grands-pères ont ressuscité devant leur descendance les menues péripéties de la campagne des frontières de l'ouest durant la guerre franco-allemande, tandis que les aïeux plus rares s'appliquaient à remettre bout à bout les moindres aventures de la campagne du Rhin de 1856, ainsi que le fit pour moi, il y a trois ans, le vieux meunier Vaudan de Bruson.

Nul cependant ne devrait traduire la brièveté de ce départ suivi d'un brusque retour comme le fit Amiel :

*Roulez tambours pour couvrir la frontière,  
Aux bords du Rhin guidez-nous au combat !*

Strophes entraînantes auxquelles beaucoup cependant durent préférer ce dernier couplet complémentaire et pacifique :

*Côteaux charmants, rive connue,  
Nous revoyons vos bords chéris...*

Mais l'essentiel restera dans la gloire qui nous fut réservée d'avoir fait reculer la Prusse. Combien de grands peuples nous pourraient envier cet honneur ?

Cependant, où survivrait encore quelque ancêtre à barbe d'argent capable d'éveiller nos imaginations aux souvenirs vivants de la mobilisation de 1831 ? Elle est si éloignée dans le passé et déjà si désincorporée de l'histoire de notre pays que beaucoup en ignorent les raisons essentielles.

Il faut dire, d'ailleurs, que si elle fut motivée par une préoccupation défensive, elle le fut plus certainement par celle de mesurer une armée alors à l'état d'enfance aux nécessités et aux éventualités de l'heure. Autrement dit, l'armée suisse s'exerçait aux premiers pas, comme lorsqu'on nous enchâssait la taille dans une sorte de cangue à roulettes pour courir du lit à la table ou pour jouer avec le chat de la maison.

Quant à la raison politique de cette campagne, elle exige un retour préalable au milieu du théâtre qu'offrait alors l'Europe occidentale. Revenons-y, si vous le permettez.

Après la révolution de fin juillet 1830 et les trois journées dites « glorieuses » le roi Charles X, dernier Bourbon régnant de la branche aînée, avait abandonné son trône et ainsi, la France, cette grande révoltée, brisait de ses propres mains les chaînes forgées au Congrès de Vienne sous le soufflet de Metternich. Pourquoi, dès lors, tant d'autres peuples assoupis dans les mêmes chaînes depuis les guerres de Napoléon auraient-ils accepté le sort qui leur avait été fait par les mêmes représentants de l'absolutisme européen ?

De France, les mercenaires suisses, ces « soldats rouges » (qui avaient servi sous le drapeau blanc) congédiés par Louis-Philippe, peu soucieux de leur verser l'arriéré de leur solde, ne demandait, en rentrant dans leurs cantons, d'autre liberté que celle d'y réveiller les rancunes accumulées. Tout leur était propice pour cela ; selon qu'ils y trouvaient satisfaction ou déception, vous les voyiez invoquer l'exemple des Belges affranchis du joug hollandais, ou applaudir l'aigle noir de Russie étranglant entre ses griffes l'aigle blanc de Pologne. Néanmoins, le courant de libération suscité par la force des citoyens sédentaires finit

par se jouer de telles contradictions et tendait de toutes parts au renversement des institutions imposées et subies depuis 1815, de par la volonté autocratique de Vienne et de Pétersbourg.

Loin de désapprouver ces tendances nouvelles, la Diète fédérale décidait, le 27 décembre 1830, de ne pas intervenir dans les transformations qu'il plairait aux cantons d'apporter à leurs constitutions respectives. Ce fut là l'aurore qui vit pousser sur tous les points de la Suisse les arbres de liberté, ces symboles universels du retour à l'indépendance nationale.

Voilà pour le dedans. Voici pour le dehors.

Le même jour, la même diète déclarait son intention unanime de maintenir la neutralité de la Suisse et l'inviolabilité de son territoire dans le cas d'une guerre qui viendrait à éclater entre les puissances voisines. A cet effet, diverses mesures furent votées par elle, et dans la séance du 15 janvier 1831, elle nomma huit colonels fédéraux dont voici les noms par ordre de désignation :

1. Le général Roten du Valais ;
2. le général Ziegler de Zurich ;
3. Auguste Bontems de Genève ;
4. Théodore Ab Iberg de Schwitz ;
5. Philippe de Maillardo de Fribourg ;
6. Ulric de Planta des Grisons ;
7. Franchino Rusca du Tessin ;
8. Edouard Tugginer de Soleure.

Dans la séance du 19 janvier suivant la Diète complétait ces nominations par une série de six nouveaux colonels fédéraux :

MM. Hegner de Winterthur ; Frédéric de Pourtalès, de Neuchâtel ; Louis Guerry, de Lausanne ; Schuhmacher, de Lucerne ; Braendli, de Jona, St-Gall ; et Brentano de Laufenbourg, Argovie.

Cependant la répartition des divers commandements n'a presque pas tenu compte de ces indications, constatait le *Journal de Genève*, qui le 3 février 1831 donnait la répartition des commandements dans l'ordre qui suit :

*Grand état-major.*

MM. Guiguer de Prangins, général en chef ;  
Dufour, major général ;  
Steiguer, adjudant général ;  
Hirzel, commissaire des guerres en chef ;  
Hegner, commandant du génie ;  
Hirzel (Salomon) commandant de l'artillerie.

Les effectifs furent répartis en quatre brigades, la première placée sous le commandement de M. de Buren, la deuxième de M. Ziegler, la troisième de M. Bontems, la quatrième de M. Forrer.

Brigade supplémentaire, de Roten.

Ainsi, après avoir été désigné bon premier dans l'ordre d'élection par la Diète, le général Roten n'obtenait que le commandement de la brigade supplémentaire. Il est bien vrai qu'on l'envoyait à un poste qui, du point de vue du soldat, devait être considéré comme le poste de péril et par conséquent d'honneur, au Tessin, la porte de la Suisse la mieux ouverte et du côté que gardait avec tant de jalousie et de crainte l'Autrichien, artisan de nos institutions d'alors.

Qui fut indigné de cette manœuvre destinée à réformer la surprise d'un scrutin ? Le *Journal de Genève*, où l'on pouvait lire, le 27 janvier 1831 :

« Ce n'est pas sans surprise que nous voyons le brave général Roten placé en 5<sup>me</sup> ligne comme commandant d'une brigade supplémentaire. Nous aimons à penser que cette désignation est une *erreur*, autrement ceux qui ont fait ces désignations encouraient de graves reproches. Dans ce moment, le temps des faveurs et des préférences d'opinion ou de famille est passé ; les destinées de la Suisse ne doivent être confiées qu'à des hommes sûrs, d'un talent reconnu et d'un patriotisme éprouvé ; les nominations du général en chef et du major général par la Diète en sont une preuve éclatante. D'où viendrait donc qu'un homme qui a concouru, lui troisième, pour être général en

chef, bien qu'il eût refusé sa candidature, qu'un général de division qui a gagné tous ses grades sur le champ de bataille, qui a rempli l'Espagne et la France de son nom, ne se trouverait commander qu'une simple brigade de sa patrie, quand de simples colonels dont quelques-uns, soit dit sans leur faire aucun tort, n'ont jamais fait la grande guerre, deviennent tout à coup divisionnaires ? Nous le répétons, il y a là quelque erreur, ce n'est pas la Diète, ce n'est pas le général en chef et le major général qui auraient consenti à pareille chose, nous en sommes certains. Y a-t-il un pouvoir au-dessus d'eux ? Quelles sont ses fonctions et ses attributions ? Le Conseil de guerre fait-il des nominations sans consulter les chefs de l'armée ? Qui est-ce qui compose ce Conseil ? On comprend que la nation a besoin de connaître tout cela, il s'agit de ses plus chers intérêts ; on ne peut trouver mauvais qu'elle cherche à s'éclaircir. »

Nous parlons plus haut du retour que la Diète fit sur elle-même en choisissant le premier de ses élus pour le porter en queue de ses collègues. Il y a déjà toute apparence que pour une fois qu'un Valaisan méritait et obtenait d'être défendu par la presse autorisée de la plus grande ville suisse d'alors, l'esprit de compétition et les litiges avaient su mettre à profit l'espace écoulé entre le 27 décembre et le 19 janvier pour se donner cours. Il n'en serait vraisemblablement pas d'autre sorte de nos jours vis-à-vis d'un homme venu de loin, sur lequel par conséquent il est loisible et trop aisé d'édifier fables et légendes.

Voici celle qui expliquerait la volte-face de la Diète. A ce moment il fut insinué « que Roten, précédemment général au service de l'Espagne et temporairement gouverneur de Barcelone, avait été un chef de guérillas, accusation dont nous nous proposons de faire justice plus loin à l'aide des recherches que nous aura suggérées cette seconde carrière du général valaisan.

Aucune réponse publique n'ayant été donnée à l'invite publique formulée plus haut par le *Journal de Genève*, les événements suivirent le cours prévu et la

brigade supplémentaire fut expédiée dans le Tessin ! Une dépêche du 19 février annonçait de Lugano :

« Le général Roten est arrivé ici le 16 au soir avec son aide de camp. Une députation de notre garde nationale se rendit auprès de lui pour le complimenter et pour lui offrir une garde d'honneur, qu'il refusa de la manière la plus gracieuse, à cause de la brièveté de son séjour à Lugano. Il repartit en effet le jour suivant pour Bellinzone après s'être entendu avec le gouvernement et avoir admiré les monuments qui ornent notre cité. Les officiers de notre contingent réunis à Lugano pour l'exercice des troupes allèrent aussi lui présenter leurs hommages et la nouvelle musique joua des airs patriotiques sous ses fenêtres.

L'*Observateur du Ceresio* publia dans son supplément du 20 février la proclamation suivant du général aux habitants du Tessin.

Bellinzone, le 19 février 1831.

Proclamation aux habitants du Tessin.

« Tessinois,

« La patrie m'appelle à l'honneur de coopérer au maintien de sa neutralité et de son indépendance. La ligne importante du Tessin est confiée à ma garde : malheur à qui tenterait de violer ce sol sacré !

« Votre patriotisme, votre ardeur, votre dévouement, me sont connus : je compte sur vous, braves camarades, comme la patrie et vous pouvez compter jusqu'au dernier soupir sur le cœur et l'épée de Roten. Deux fois cette épée a brillé pour la défense de la liberté. A la voix de la patrie menacée elle vous guidera au champ d'honneur. Devant, derrière, près d'elle vous ne trouverez que des lauriers dignes de la couronne helvétique et la palme de l'immortalité.

Que le Dieu de Tell protège la Suisse ! Son indépendance ou la mort.

Le colonel fédéral, *Général Roten*.

Avant de clore cette partie de notre notice, rappelons que la mobilisation de 1831 provoqua la construction des vieilles fortifications qui dominent le pont de St-Maurice, que des troupes genevoises furent envoyées à Brigue et au Simplon en même temps que des troupes valaisannes à Genève. L'auteur de ces lignes a donné lecture à la réunion de notre société, St-Maurice en 1917 d'une lettre naïve et pittoresque qu'un soldat de la campagne genevoise écrivait à ses parents sur son voyage par étapes pédestres de Genève à Brigue.

## II

Il est temps de faire plus ample connaissance avec cet officier valaisan jugé digne d'occuper un poste confié plus tard à Dufour et Herzog et qui n'eût certes pas manqué de rester populaire au même titre que ces deux chefs respectés de notre armée.

« L'auteur de l'article inséré dans le Nouvelliste vaudois du 31 décembre sous la rubrique de Berne en date du 26 du même mois, a fait erreur en y désignant le général Roten comme un chef de guérillas. Jamais il ne l'a été. » (Journal de Genève du jeudi 6 janvier 1831.)

« Le général Roten, du Valais, âgé de 45 ans, fait partie d'une famille qui jouit dans ce canton de la réputation la plus honorable et dont les sentiments de patriotisme éclairé ont fait arriver plusieurs membres aux places les plus élevées du gouvernement ; récemment encore le fils cadet a été promu à la dignité d'évêque de Sion. »

« Il a commencé sa carrière militaire au service d'Espagne en qualité d'officier au régiment des gardes vallones où il est devenu chef de bataillon et n'a quitté ce corps que pour passer colonel d'un régiment espagnol. »

« Le général Roten a fait la guerre de l'indépendance contre Napoléon. Fait prisonnier, il préféra les fers

aux offres les plus brillantes que lui valurent les qualités qui le distinguent, voulant rester fidèle au sentiment de sa conscience et à celui de l'honneur ; aussi n'a-t-il servi que la cause de la justice et de la liberté. »

« En 1817 il a été nommé par le roi général de brigade. En 1820 ses loyaux services le firent élever au grade de général de division par le même souverain qui, vers la fin de 1822, lui confia sous les ordres du général Don Francisco Spos-y Mina, le commandement de la Catalogne et le gouvernement plus important encore de la place de Barcelone. Cette ville conservera à jamais le souvenir de la gloire qu'a attaché à son nom la belle défense qu'il y a faite et son honorable capitulation. »

Dans le désir de compléter autant qu'il se pourrait ces considérations plutôt vagues et sommaires des journaux suisses contemporains, j'ai voulu rechercher dans les historiens espagnols de ces temps troublés quelques données plus détaillées et plus précises. Mais on ne saurait être surpris que je n'aie réussi à grouper que des mentions éparses, fait qui s'explique par le soin rigoureux que mettait Roten à se confiner en ses missions militaires.

Il est évident que sur cette scène plus vaste et plus réellement active son rôle se mélange ou se confond dans une histoire plus générale. On s'en rend compte lorsqu'on en feuillette, pour en saisir tout le relief, les différents ouvrages d'histoire qui correspondent à l'époque du déroulement de sa carrière. J'ai cependant trouvé différentes mentions de Roten dans l'*histoire de la dernière guerre de Catalogne*<sup>1</sup>, par Florent Galli, aide de camp du général Mina. Je ne lui fait pas d'emprunts intéressés, car je tombe sur lui de même que je l'eusse fait sur tout autre chroniqueur autorisé de l'époque.

Mais, d'abord, qu'était cette guerre de Catalogne ? Une fille bâtarde de celle qui fut dirigée contre Napoléon et son frère Joseph, momentanément roi d'Espagne (de 1808 à 1814) alors que le descendant légitime

<sup>1</sup> Paris 1828. Bossange, libraire.



des Bourbon, Ferdinand VII était interné à Valençay, dans le centre de la France. On sait l'insuccès des armes françaises, suivi de la chute de l'empereur, ramenant sur le trône ce roi détestable<sup>2</sup>, ce monarque le plus funeste qu'eût possédé l'Espagne depuis Philippe II.

Son retour fut signalé par une réaction brutale contre les idées qui s'étaient infiltrées dans les mœurs de l'Europe ; l'inquisition fut rétablie ; la constitution de 1812, abolie comme un attentat aux prérogatives de la couronne ; c'était ouvrir une ère prolongée de guerres civiles.

Je soupçonne les journaux suisses de l'époque, sommairement servis quant à l'information ou servis par ricochet, de s'être mépris sur le fonctionnement de l'autorité en pays espagnol et d'avoir ignoré les volutes du roi Ferdinand. Ces journaux attribuaient à ce monarque les élévations successives de Roten aux grades de général de brigade, de division et même au gouvernement de Catalogne. Cependant Roten, comme gouverneur de Barcelone, personnifie particulièrement la résistance aux armées françaises chargées de rétablir l'absolutisme monarchique.

*L. Courthion.*

<sup>2</sup> Dont Napoléon disait qu'il était « très faux, très bête et très méchant ».

L'article de notre très regretté Louis Courthion est malheureusement resté inachevé. Nous ne pouvons le suivre dans son incursion sur le terrain de l'histoire d'Espagne, cela nous mènerait trop loin. Du reste, l'ouvrage cité plus haut, de Florent Galli, n'est pas abondant en détails sur la carrière militaire de Roten. Nous y puiserons cependant quelques renseignements qui compléteront ceux fournis par les archives de la famille, grâce à l'obligeant intermédiaire de M. Georges de Roten, à Rarogne.



Antoine de Roten (1780-1845)

Général et maréchal de camp  
en Espagne

Antoine de Roten<sup>1</sup>, fils de Nicolas et de Marie-Joseph Brême, de Bezançon, naquit à Rarogne en 1780. L'acte de baptême est daté du 15 mai de cette année. Il appartenait à une très ancienne famille noble du Haut Valais qui prétend, avec assez de probabilités, descendre des anciens seigneurs d'Émd, et qui a fourni plusieurs grands baillifs, vice-baillifs, gouverneurs de Monthey, bannerets, etc. Son père, neveu de l'évêque Jean-Hildebrand Roten, fut gouverneur de Monthey, major de Rarogne, vice-baillif et put se vanter d'avoir trois fils distingués en trois carrières bien diverses, l'aîné, juriste, fut grand châtelain de son dizain, le second fut le général Antoine ; le dernier, Maurice-Fabien, fut par la suite évêque de Sion.

Dès l'enfance, nous dit la chronique de famille, Antoine se distingua de ses frères par son caractère belliqueux. Le recteur de la famille fut son premier éducateur, ensuite il fut confié aux Pères du Collège de Brigue, les Piaristes. La révolution française ayant mis fin aux capitulations militaires, il s'engagea à 17 ans, au service de l'Espagne, pays auquel il consacra presque toute son activité et qui devint ensuite sa seconde patrie. Lieutenant à la 3<sup>e</sup> comp. du 2<sup>e</sup> bataillon du régiment valaisan de Courten<sup>2</sup>, le 22 avril 1797, il partagea sans doute le sort des autres officiers de ce régiment, car nous le voyons lieutenant de fusiliers le 14 novembre 1802, capitaine en second le 30 octobre 1804. Peu après la triste journée de Baylen, il est au service espagnol proprement dit et participe avec enthousiasme à la guerre d'indépendance contre les Français.

Capitaine de chasseurs au Régiment d'Almeria en septembre 1808, il fut décoré de la médaille du mérite de guerre, à Tarragone, le 22 juillet 1810, pour sa brillante conduite dans la défense de cette place. Il

<sup>1</sup> Nous écrivons de Roten, suivant une tradition bien établie dès le XVII<sup>e</sup> siècle. Comme anciennes formes nous trouvons *ze Roten*, *zur Roten* au XIV<sup>e</sup> siècle ; *Roto*, *Rotto* au XV<sup>e</sup> siècle ; Roten au XVI<sup>e</sup> siècle, et dès lors Roten ou de Roten.

<sup>2</sup> Voir Ann. Val. V<sup>e</sup> année. Au service de l'Espagne. Le régiment de Courten-de Preux.

reçut plus tard une croix du mérite pour ces mêmes faits de guerre et obtint le 4 mars 1811 le grade de major et lieutenant-colonel du régiment d'Almansa, puis le titre de colonel le 14 mai 1811. Il commande le 3<sup>e</sup> bataillon du régiment de Savoie le 8 août 1811. Passons rapidement en revue ses états de service :

Commandant de bataillon attaché au 2<sup>e</sup> Rég<sup>t</sup> de Majorque, le 24 juillet 1814.

Lieut.-colonel, gradué colonel, au Rég<sup>t</sup> de Naples, le 24 octobre 1815.

Lieutenant-colonel d'infanterie, le 11 février 1818.

Brigadier d'infanterie, commandant du 2<sup>e</sup> bataillon du rég<sup>t</sup> d'Aragon, le 4 septembre 1820.

Colonel du rég<sup>t</sup> d'Aragon, le 31 octobre 1821.

Colonel du rég<sup>t</sup> de Galicie, le 14 juin 1822.

Décoré de la croix de St-Herménégilde, de la croix du mérite de guerre, le 27 avril 1816, de la croix d'or de première classe de St-Ferdinand, pour actions d'éclat<sup>1</sup>, et en particulier la défense des forts de Francoli et le siège de Tarragone, le 21 octobre 1821.

Le 18 février 1823 un brevet de maréchal de camp était signé par le roi en faveur du brigadier d'infanterie Roten, commandant une division de la 1<sup>re</sup> armée d'opérations.

En outre, son dévouement à la cause espagnole avait eu sa récompense dans une brillante alliance avec une demoiselle de haute noblesse, Francisca de Guzman y Castanède.

Son mariage semble avoir fait de Roten un patriote espagnol plus encore qu'un soldat du roi Ferdinand. En effet, il prit le parti du général Mina, dont il était devenu l'ami, et des Cortès contre le souverain, lors de la guerre de Catalogne. Voici les quelques détails fournis par l'adjudant de Mina sur la carrière de Roten : s'ils ne nous éclairent pas sur sa conduite, ils nous peignent au moins son caractère :

« Le général Ferraz venait de remplacer le général Porras dans le gouvernement de Barcelone. Il réunit toutes les troupes dont il pouvait disposer et fit sor-

<sup>1</sup> Sardana, Cardona, Tibiza, Puycerda, château de Monjuiz.

tir une nouvelle colonne. Le général Rotten fut chargé de la conduire. Il se mit en marche, joignit presque aussitôt les factieux et les mit en déroute. Il parvient ainsi, en renversant, dispersant les partis qui se trouvaient sur son passage, jusqu'au centre de la Catalogne.

« Les factieux avaient décidé la ruine de Sellent, petite ville industrielle, qui était assiégée par 3000 insurgés de la montagne. Les granges, les maisons de campagne, les fabriques, tout avait été la proie des flammes. La ville restait seule, les munitions et les défenseurs étaient sur le point de manquer.

« Ce fut dans ces extrémités que parut Rotten. Il rendit l'espérance aux assiégés, fondit sur les assaillants et les tailla en pièces. Cependant la situation empirait en Catalogne, favorisée par les prédications d'un clergé plus agité qu'éclairé. Les Cortès se décidèrent à la répression énergique de l'insurrection et désignèrent le général Mina comme gouverneur de la Catalogne. Celui-ci arriva le 9 septembre 1822, à la tête de 800 hommes d'infanterie et 275 chevaux, seules forces qu'il eut à opposer à 30,000 factions, organisés, maîtres de plusieurs places fortes. Le jour suivant, à Lérida, son armée atteint le chiffre de 1760 hommes d'infanterie. Il manda auprès de lui tous les généraux de la province et le général Rotten auquel il confia une division (!)<sup>1</sup> de son armée, chargés de la liaison entre les différents corps.

« Parmi ces généraux, le général Mansa se distingue par sa diplomatie et on lui reproche d'avoir plutôt couvert qu'éteint le feu de l'insurrection. Le général Rotten, *dont le caractère contraste singulièrement avec celui de Mansa* arrivait par des moyens différents aux mêmes résultats ; *aussi franc que brave*, il contenait par la vigueur de son administration tout le centre de la Catalogne. Après avoir pris une part active aux opérations militaires, le général Rotten fut nommé gouverneur de Barcelone au mo-

<sup>1</sup> L'importance du titre cachait la faiblesse du nombre.

ment où, l'insurrection apaisée, le parti constitutionnel allait reprendre les armes contre les Français.

« Cette nomination avait pour but, nous dit Florent Galli, de « vaincre une apathie qui s'imposait de l'administration de Barcelone et qui était très fâcheuse dans les circonstances où l'on se trouvait<sup>1</sup>. »

Pendant que Roten dirigeait la défense de la ville contre l'armée française, il dut probablement sévir contre les espagnols insurgés. On l'accuse, à tort ou à raison, de n'avoir pas empêché l'exécution d'un prélat espagnol devenu chef de bande.

Assiégée et affamée par l'armée du maréchal Moncey, Barcelone décida de se rendre, malgré l'avis de son gouverneur qui dut plier devant les instances de son état-major. Roten obtint du moins une capitulation très honorable dont voici une copie, signée de la main de Roten<sup>2</sup> :

Art. 2. — Les troupes susdites conserveront leur organisation actuelle, leurs armes, équipages et chevaux et recevront la solde et les vivres selon les ordonnances.

Art. 5. — Les officiers généraux, les officiers retraités de toutes classes, les officiers volontaires, ceux de l'état-major, d'artillerie, du génie et de marine, les employés de l'administration militaire qui se trouveront en la susdite place, conserveront leurs grades et équipages et obtiendront, relativement à leurs opinions et conduite politiques, toutes les garanties stipulées à l'art. 2 pour les officiers de troupes de ligne. Ils seront autorisés à résider dans les localités où ils se trouvent.

Le général Roten obtint sans peine de rentrer en Suisse, ainsi qu'en fait foi la pièce suivante :

« Nous Maréchal de France, commandant en chef le 4<sup>e</sup> corps de l'armée des Pyrénées, en exécution de la convention qui a précédé l'occupation de Barcelone par les troupes françaises sous notre commandement, nous autorisons le général Rotten, ancien gouverneur

<sup>1</sup> Histoire de la dernière guerre de Catalogne, *passim*.

<sup>2</sup> En espagnol.

de cette place, à se rendre dans sa famille, en Suisse ; et à cet effet à s'embarquer ici pour Gênes ; et nous prions les autorités de cette ville et entr'autre M. le consul de France de protéger le passage, par terre, de cet officier général pour la Suisse. Il est accompagné d'un domestique.

Au quartier général de Barcelone,  
le six novembre 1823.

Le duc de Conegliano, (signé) *Moncey*.

M. le général Rotten s'est embarqué à Barcelone le 6 novembre 1823 sur le *Brig*, goëlette de S. M. la Gazelle, pour se rendre à Gênes.

Le commis aux revues, etc., (signé) Guillet. »

La défense valeureuse de Barcelone avait fait connaître le nom du général valaisan et l'avait rendu sympathique dans les milieux où l'influence de la Sainte alliance ne se faisait pas sentir. C'est ainsi que la Société littéraire de Genève (fondée en 1816) reçut, en séance du 9 décembre 1823, M. A. Roten, général, au nombre de ses membres honoraires. L'avis de nomination du 30 décembre est signé P. Chaponière, président, J. Petit Senn, fils, secrétaire. Par contre, son canton d'origine paraît lui avoir fait un accueil moins chaleureux. Si l'on ne suspecta point sa bravoure, on suspecta du moins fortement ses opinions politiques. C'est ainsi que, nommé député à la Diète pour le dizain de Rarogne, il vit cette nomination contestée par un Conseil d'Etat absolument acquis à la Sainte-Alliance et qui s'imaginait l'Europe attentive à tous ses faits et gestes. Dans une lettre du 30 mars 1825, adressée à S. E. le grand baillif et conseiller d'Etat du canton du Valais, le général raille assez agréablement cette prétention de nos autorités :

« Quelque forte qu'ait été la prévention de leurs Excellences lorsqu'au 11 janvier elles m'ont objecté qu'elles se bornaient pour alors à me dire : que pénétrées des obligations contractées par le traité de la Sainte Alliance, pacte Européen auquel le Valais et la Suisse en général ont accédé, leurs Excellences

craindraient que les intérêts les plus chers de notre canton ne fussent compromis si, dans l'état actuel des choses, l'on voyait dans la haute magistrature une personne dont la conduite s'est montrée si fort en opposition avec les principes consacrés par cet acte et laquelle a méconnu un gouvernement reconnu d'une manière solennelle par la Confédération.

Quelque grave que paraisse la crainte de compromettre les intérêts les plus chers du pays confiés à l'administration de vos Excellences en voyant figurer dans la magistrature une personne dont la conduite, objecte-t-on, s'est montrée en opposition aux principes de la Sainte Alliance, cette crainte dis-je, ne tardera pas à s'évanouir, si on examine la question sous son vrai point de vue. En effet, que peut avoir de signifiant la présence d'une personne confondue dans un corps de 53 membres dont se compose l'autorité législative d'un canton de la Suisse, laquelle vue dans toutes ses parties forme à peu près un des plus petits Etats de l'Europe. Certes, ce serait me prêter bien gratuitement une importance à laquelle je suis loin de prétendre que de supposer que je puisse y être aperçu de la hauteur immense où se trouve la Sainte Alliance...

... Il résulte que la France est le seul gouvernement compétent à former les exceptions qui peuvent naître de ma conduite à la tête d'un corps d'armée espagnol, et des opinions que je puis avoir professées sous l'empire d'une constitution avouée par le souverain lui-même, reconnue par une puissance de premier rang dans un ukase où l'on remarque l'aveu mémorable que l'Europe devait en partie son salut à la constitution des Cortès.

« L'on ne s'imaginera pas sans doute de rendre un militaire responsable des changements qui se sont faits par la suite dans la diplomatie des cabinets. Je ne pense pas non plus que l'on prétende résoudre en Valais le problème qui plane encore sur les gouvernements de droit et sur les gouvernements de fait. En suivant mes drapeaux, fidel (*sic*) à mon serment, mar-



chant dans les sentiers de l'honneur, j'ai obtenu une capitulation qui me met à l'abri de toutes moleses pour ma conduite politique et pour mes opinions antérieures. »

J'ignore la suite donnée à cette réclamation de Roten.

Henri Zschokke, l'écrivain bien connu, dans son ouvrage : « Die klassischen Stellen des Schweiz » (1836)<sup>1</sup> nous renseignera sur la situation de Rôten en Valais : « Plus connu des contemporains que le cardinal Schinner est le général Rotten, ce brave compagnon d'armes de Mina en Catalogne et défenseur de Barcelone. Rarogne est la patrie de ce talentueux général, aussi aimable dans l'intimité que terrible sur les champs de bataille. Après l'occupation de l'Espagne par les troupes françaises sous les ordres du duc d'Angoulême, il s'était retiré dans sa ville natale et devint à Sion l'associé d'une maison de commerce nouvellement fondée. « Ah ! s'écria-t-il d'un ton comique, en me voyant, comme la plume est lourde à ma main pour laquelle l'épée était si légère ! »

« La Confédération honora cet homme en le nommant colonel fédéral<sup>2</sup>. Mais ses compatriotes le regardaient de travers et le soupçonnaient d'être atteint à un haut degré d'hérésie. Ils me parlèrent, à mots couverts, d'atrocités dont il devait s'être rendu coupable en Espagne contre les institutions les plus saintes et des trésors immenses dont il s'était emparé dans les couvents. Roten connaissait ces légendes répandues par le clergé et l'existence en Valais lui devenait insupportable. Il retourna en Espagne en 1835 quand son ami Mina l'appela pour combattre les Carlistes. »

Ce départ pour l'Espagne avait été annoncé déjà le 8 juillet 1834 par le journal « l'Helvétie » : Le général Roten doit partir incessamment pour l'Espagne. Com-

<sup>1</sup> Communiqué par M. Bertrand.

<sup>2</sup> En janvier 1834, il fut désigné par le Vorort pour faire partie de la commission chargée de reviser le règlement militaire fédéral de 1817. (Comm. par M. Bertrand).

pris dans le décret d'amnistie accordé par la reine, il se rend à Madrid pour y faire valoir ses droits à une pension méritée par de longs et importants services. »

Le même journal publiait en décembre 1835 : « Le colonel Roten qui s'est acquis une si glorieuse réputation en Espagne durant la guerre d'indépendance et particulièrement dans la défense de Barcelone, vient d'être appelé par Mina, capitaine général de la Catalogne. Il est parti immédiatement de Sion, sa résidence ordinaire, pour se rendre auprès de lui. »

Roten rentra, en effet, en grâce auprès du gouvernement espagnol. Il reçut le 3 février 1836 un nouveau brevet de maréchal de camp, et le 6 octobre la grande croix de Ste-Herménégilde. Dès lors il ne fit plus que des séjours en Valais, mais son nom n'y était pas oublié. Lors des événements d'avril 1840, le bruit courut qu'il devait prendre le commandement des troupes du Haut Valais. Mais il ne revint qu'en octobre suivant. De même en février 1841, alors qu'une certaine effervescence se produisit contre le nouveau gouvernement au sujet des lois électorales, sur l'instruction primaire, de taxe militaire, le bruit se répandit à nouveau que Roten enrôlait des hommes en secret pour renverser le gouvernement.

Il ne m'a pas été possible de me renseigner davantage sur la fin de la carrière militaire de Roten depuis son retour en Espagne. Les renseignements reçus de Palmia, où il mourut en 1845, n'en parlent pas. Antoine de Roten eut de sa femme Francisca de Guzman deux fils : Nicolas 1813-1866) qui fit souche à Sion et Adolphe né en 1817, devenu par alliance et héritage marquis de Campo Franco dont la descendance vit à Palma (Majorque).

La physionomie du général Antoine de Roten aurait mérité une étude plus approfondie. Mais ce n'est guère que dans les archives espagnoles que l'on pourrait trouver les matériaux nécessaires : cela dépasserait un peu le but et les moyens de nos annales.

*P. B.*